



## La Côte d'Ivoire toujours sous tutelle de l'ONU

Par Calixte Baniafouna

Ce serait trop beau cette démocratie offerte sur un plateau d'argent ! La démocratie à la kalachnikov offerte par la France à la Côte d'Ivoire a bien du mal à se traduire par le moindre fait susceptible de contrarier Ivoiriens et Africanistes qui ont clamé au retour de la coloniale en Afrique par la voie des bombes coloniales françaises. Nous y sommes aujourd'hui... et en plein !

**D'abord, le dispositif institutionnel.** De l'ONUCI aux forces armées en passant par le système électoral, le dispositif du putsch de la France qui a conduit à l'installation d'Alassane Ouattara à la tête de la Côte d'Ivoire par les forces armées coloniales françaises reste intact, près d'un an après le coup d'État militaire. On en veut pour preuves les premiers tests d'Alassane-Ouattara-président. Les casques bleus sont toujours en place. La force Licorne, toujours en place. Les ex-rebelles, toujours armés et défiant en permanence le pouvoir de leur champion en plein règne. La peur du milicien continue à hanter au quotidien les Ivoiriens pro-Gbagbo et pro-Ouattara sans distinction de camp d'appartenance. La popularité d'Alassane Ouattara (seraient-ce les prétendus 54% d'Ivoiriens qui l'auraient élu), toujours inexistante : 13% seulement d'Ivoiriens se sont déplacés pour le vote des députés, vote pour lequel on craignait l'ombre de Laurent Gbagbo au point de précipiter son éloignement du pays (87% d'abstentions, un record mondial à la mesure d'un président de la communauté internationale !). Plus grave, on aurait bien voulu que dans un pays qui se dit démocratique, des institutions souveraines, éliminées sous Gbagbo (Conseil constitutionnel notamment) supervisent les élections. Et non ! Celles-ci restent à la charge de l'ONU avec la même Commission électorale internationale conduite par le même Youssouf Bakayoko qui a rendu tant de services à la métropole. Si si si, un tout petit changement : Jin Choi a été remplacé par Bert Koenders à la tête de l'ONUCI. Moralité ? C'est à l'ONU de certifier les résultats des élections législatives après l'examen des réclamations quoique dans une assemblée monolithique. Une formalité sans effet, puisque dans le principe de la démocratie de l'ONU, il est strictement interdit de recompter ! Alassane Ouattara a vraiment de la chance et devrait bien se régaler : on ne recompte pas. On n'en a pas le droit.

**Ensuite, le piétinement du droit.** On ne cessera de revisiter ce monde à l'envers qui a dit la loi en Côte d'Ivoire par les bombes coloniales, larguées par les « démocrates », les mêmes qui habillaient au costume de « dictateur » celui-là qui plaidait pour une solution négociée conforme au droit. On ne cessera de revisiter ce monde à l'envers tant que l'Afrique ne brandira pas son drapeau de sortie du joug colonial français plus que jamais réhabilité par un président nostalgique qui, dans l'incapacité de diriger la France, a choisi de réactualiser les méthodes qui ont fait d'elle une grande puissance vis-à-vis de l'Afrique. Pourquoi pas ! Sauf que la quantité de sang supplémentaire versé par les Africains pour les intérêts français a toujours bien du mal à consoler à satiété l'ensemble des Français dont, plus les autorités françaises perpétuent en Afrique des crimes politiques, économiques et humains, plus les besoins et les manques du peuple français subissent une augmentation exponentielle.

**Enfin, le quotidien des Ivoiriens.** La terre promise a beaucoup du mal à pointer à l'horizon ivoirien, près d'un an après l'avoir pointée du doigt, jurant même d'en avoir touché les rayons de la levée du soleil. On nous dira qu'un an, c'est bien peu pour le redressement d'un pays aussi dévasté par un « dictateur » de renom mondial tel qu'il a été présenté aux yeux de la communauté internationale, mais ce temps de grâce avait déjà été accordé au marchand de la « démocratie à la kalachnikov » qui promettait aux Français monts et merveilles. Beaucoup de Français s'accordent pourtant aujourd'hui qu'ils étaient mieux au premier anniversaire de Sarkozy président qu'ils ne le sont devenus cinq ans après. Par ailleurs, quand on pense que Sarkozy ne réserve à l'ami Ouattara pour meilleur cadeau de bienvenue que la dévaluation du Franc colonial français (CFA), les lendemains ne peuvent être aussi rassurants. L'ONU, sous la tutelle de laquelle la France a placé la Côte d'Ivoire, parviendra-t-elle un jour à redonner à ce pays sa souveraineté ou bien y restera-t-elle implantée à jamais pour laisser à la France la poursuite d'une exploitation coloniale qui ne dit pas son nom ? Est-ce pour le bien du clan Ouattara ou du peuple ivoirien ? Dur dur d'être un larbin dans un pays sous commandement colonial et sous tutelle de l'ONU !